

LE CONCOURS NATIONAL DE LA RESISTANCE ET DE LA DEPORTATION

Thème de l'édition 2017-2018

"S'engager pour libérer la France »

Contextualisation
des documents d'archives

WWW.TARN.FR



Archives départementales du Tarn

1 avenue de la Verrerie | CS 35678 | 81013 ALBI cedex 9
Courriel : archives.tarn@tarn.fr | Tél. : 05 63 36 21 00
<http://archives.tarn.fr>

S'engager : les débuts et les pionniers

En 1940, face à l'Armistice, l'occupation allemande et la mise en place du régime de Vichy, les réactions sont le plus souvent individuelles. Parmi les premières réactions, citons celles du général De Gaulle et du député Augustin Malroux.

Le 18 juin 1940, Charles de Gaulle prononce à Londres un discours radiophonique où il exhorte ses compatriotes à poursuivre le combat contre l'Allemagne nazie, inscrivant ce dernier dans un contexte de guerre mondialisée. Alors que le célèbre Appel diffusé sur les ondes de la BBC ne semble pas avoir été entendu dans le département, les Tarnais savent cependant que le Général de Gaulle a décidé de poursuivre le combat. Dans son édition du 20 juin, la « Dépêche de Toulouse » publie un communiqué du Ministère de l'Intérieur affirmant que les déclarations du Général de Gaulle « doivent être considérées comme non avenues. »

Si elle reprend les mêmes arguments et répète certaines formules de cette déclaration, l'affiche « A tous les Français » en est cependant une version différente (**Doc. 1**). Suivant l'Appel, elle est d'abord tirée à 1 000 exemplaires dans la seconde quinzaine de juillet, puis placardée sur les murs de Londres et des grandes villes britanniques les 3 et 4 août. L'affiche est ensuite publiée (à côté du texte de l'Appel proprement dit) en première page du premier et unique numéro du Bulletin officiel des Forces françaises libres qui paraît le 15 août 1940.

Édité à environ 10 000 exemplaires, le document étudié ici est surtout diffusé parmi les Français de Londres. Il joue cependant un rôle symbolique et politique très fort dans le contexte d'émergence, de structuration et d'organisation de la Résistance, en Angleterre comme en France.

Cette affiche est éditée suite à la reconnaissance du général de Gaulle comme chef des Français libres par le gouvernement britannique le 28 juin (le texte de cette reconnaissance figure d'ailleurs dans le Bulletin officiel des Forces françaises libres du 15 août 1940). Ainsi, l'affiche fait-elle partie des actes (au sens symbolique, politique et presque juridique) de naissance de la France libre et constitue-t-elle l'une des premières signatures du général de Gaulle comme son inspirateur et son chef légitime.

Le 22 juin l'armistice est signé avec l'Allemagne et le 1er juillet le gouvernement de Pétain s'installe à Vichy. Réunis à Vichy le 9 juillet, les parlementaires adoptent, sous la pression de Pierre Laval, numéro 2 du gouvernement Pétain, une révision de la Constitution de la III^e République (624 voix contre 4). Cette décision ouvre la voie au vote du 10 juillet 1940 qui accorde les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain.

Seuls 80 députés ont voté contre, Augustin Malroux est un de ceux-là (**Doc. 2**).

Il adresse alors à sa femme et ses enfants son testament politique :

« Ma chère femme, mes chers enfants,

Ceci est mon testament politique. Je veux que plus tard vous sachiez qu'en des heures tragiques votre « Papa » n'a pas eu peur de ses responsabilités et n'a pas voulu – quelles que soient ses craintes – être parjure à tout ce qu'il a appris, puis enseigné dans sa vie.

J'ai été élevé dans l'amour de la République. Aujourd'hui on prétend la crucifier.

Je ne m'associe pas à ce geste assassin. Je reste un « protestataire ».
J'espère le rester toute ma vie pour être digne de ceux qui m'ont précédé, et ne pas vous faire rougir.

Je vous embrasse très affectueusement.

Papa. »

Une copie du testament politique figure dans le fonds Annie Malroux, fille d'Augustin Malroux, sous la cote AD81, 159 J 17.

Augustin Malroux est révoqué de la mairie de Blaye-les-Mines en 1941. Engagé dans le mouvement de résistance Libération-Nord, il assure des liaisons entre la zone non-occupée et la zone occupée. Le 2 mars 1943, après dénonciation, il est arrêté avec d'autres instituteurs militants à Paris. Augustin Malroux est incarcéré à Fresnes puis déporté en Allemagne le 15 septembre 1943. Il meurt le 10 avril 1944 dans le camp de concentration nazi de Bergen-Belsen.

S'engager : s'organiser pour agir

En vertu des conventions d'armistice signées le 22 juin 1940, le Tarn se situe en zone non-occupée, sous l'autorité du gouvernement français. Le 10 juillet, le Maréchal Pétain reçoit les pleins pouvoirs. Pour une grande partie de la population, le « Vainqueur de Verdun » est encore perçu comme un sauveur et bénéficie d'une forte popularité et légitimité jusqu'à l'automne 1941.

Sur le territoire, des individus, au départ isolés, s'engagent dans des actions clandestines. Alors que dans la zone Nord, les premiers résistants s'engagent dans l'action contre l'occupant allemand, dans la zone libre, faute d'adversaire direct à combattre, les actions de

résistance se concentrent sur la contre-propagande par l'édition de tracts, de bulletins clandestins.

D'abord embryonnaire, la Résistance dans le Tarn se développe dès le début de l'année 1942, les mouvements nationaux sont alors relayés par des représentants locaux.

- Libération par P. Rieupeyroux de Castres et Sinot de Carmaux

- Combat, né en novembre 1941 dans la zone Sud de la fusion entre Liberté et Liberté nationale, s'implante dans le Tarn avec Charles d'Aragon et le député Reille-Soult **(Doc. 3)**

- Franc-Tireur n'a pas de représentant mais l'imprimeur Louis Pezous travaille pour lui.

Les hommes et les femmes qui s'engagent dans la Résistance sont de tous âges, de toutes origines. Regroupés selon des réseaux de sociabilité préexistants (familiaux, amicaux, professionnels, partisans), ils inventent au jour le jour les formes de leur engagement et se confrontent très tôt à une dure répression.

L'appel à manifester le 23 août 1942 lancé par Combat vise à dénoncer la Relève, dispositif mis en place en 1942 par le régime de Vichy pour répondre aux besoins de main-d'œuvre exigés par Fritz Sauckel au profit de l'Allemagne nazie **(Doc.4)**

Hors du territoire, depuis Londres, le général de Gaulle, fondateur de la France libre le 28 juin 1940, tente de constituer une armée de combattants spécialisés dans le renseignement. La France libre diffuse ses idées et ses consignes d'action via, entre autres, la BBC. Le gouvernement de Vichy durcit sa législation en adoptant notamment une loi interdisant « la réception ou l'audition, en quelque lieu que ce soit, public ou privé, des émissions radiophoniques britanniques ou des autres postes, étrangers ou non, se livrant à une propagande anti-nationale » (Loi du 28 octobre 1941) **(Doc. 5)**.

La campagne des « V », est un exemple d'action issue d'une campagne radiophonique.

La campagne des V est lancée à la BBC par un ancien ministre belge en exil à Londres. Il incite à inscrire partout cette lettre pour faire référence à la « Victoire » en Français et la « Vrijheid » (liberté en néerlandais). Cette campagne sera reprise par les émissions françaises à la BBC. Cette proposition est très suivie dans toute l'Europe et notamment en France. Le courrier adressé par le commissaire de police de la ville d'Albi au préfet du Tarn, montre que la BBC était écoutée et qu'elle provoquait une forme d'adhésion et de soutien dans la population **(Doc.6)**.

S'engager pour libérer la France

Fin de l'été 1941, le général de Gaulle décide d'établir une liaison avec les résistants de la métropole. Une unité d'action va progressivement s'établir entre les deux branches de la résistance. La création en mai 1943 du Conseil de la Résistance présidé par Jean Moulin concrétise l'unité de la Résistance sous toutes ses formes et finit d'imposer le général de Gaulle comme chef de la Résistance.

En métropole, à partir du 11 novembre 1942, l'occupation allemande qui sévit sur tout le territoire rapproche les résistances. La répression contre les opposants et les Juifs et l'institution du S.T.O. (Service du Travail Obligatoire) en février 1943, renforce le soutien tacite de la population et encourage les réfractaires à prendre le maquis. La Résistance se structure et s'unifie.

Fin de l'été 1941, le général de Gaulle décide d'établir une liaison avec les résistants de la métropole. Une unité d'action va progressivement s'établir entre les deux branches de la résistance. La création en mai 1943 du Conseil de la Résistance présidé par Jean Moulin concrétise l'unité de la Résistance sous toutes ses formes et finit d'imposer le général de Gaulle comme chef de la Résistance.

En métropole, à partir du 11 novembre 1942, l'occupation allemande qui sévit sur tout le territoire rapproche les résistances. La répression contre les opposants et les Juifs et l'institution du S.T.O. (Service de Travail Obligatoire) en février 1943, renforce le soutien tacite de la population et encourage les réfractaires à prendre le maquis. La Résistance se structure et s'unifie.

En janvier 1943, les trois grands mouvements non communistes de zone Sud : Combat, Franc-Tireur et Libération-Sud, fusionnent et créés les Mouvements Unis de Résistance (M.U.R.). Le mouvement Front national animé par les communistes reste autonome et ses troupes, les Francs-tireurs et partisans (F.T.P.), très actives.

Dans le même temps, des maquis se créent. Dans le Tarn, notamment, dans le secteur de Vabre (maquis Pol-Roux), de Lacaune et la Montagne noire avec la création en mars 1944 du Corps Franc de la Montagne Noire (C.F.M.N).

La création des Forces françaises de l'intérieur (F.F.I.) entre décembre 1943 et février 1944, vise à rapprocher les principaux groupements militaires de la Résistance intérieure française. À l'été 1944, le sigle F.F.I. devient le nom générique des résistants (**Doc. 7**).

Au printemps 1944, les résistants sont dans l'attente et la préparation d'un débarquement imminent mais des clivages subsistent. Certains, se pliant à la discipline des états-majors alliés, attendent les consignes et réservent leurs forces pour le jour J, d'autres, partisans de « l'action immédiate », notamment, les Francs-tireurs et partisans (F.T.P.), pratiquent de leur propre chef des actions armées (sabotages et exécutions) et symboliques (manifestations, affichages...). De fait, la Résistance tarnaise qui était déjà active avant le débarquement, devient vraiment opérationnelle après le 6 juin 1944 et par ses actions diverses conduit à la libération du département (**Docs. 8 à 10**).